

Euro-décentralisation des politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement?

**Comment les municipalités peuvent-elles améliorer leurs
politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement à
travers des échanges transnationaux**

Animé par le Comité des Régions
Bruxelles, jeudi 11 mai 2006

**Rapport de séminaire
mai 2006**



FEANTSA

■ European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL
Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri AISBL

194 Chaussée de Louvain ■ 1210 Brussels ■ Belgium ■ Tel.: +32 2 538 66 69 ■ Fax: +32 2 539 41 74 ■ office@feantsa.org ■ www.feantsa.org

Table des matières

Contexte.....	3
Programme et exposés.....	4
Points clés du débat.....	6
Conclusions du séminaire/messages clés.....	8
Annexe I: Intervenants.....	10
Annexe II: ETHOS - Typologie européenne de l'exclusion liée au logement.....	13
Annexe III: Dix approches de lutte contre l'exclusion liée au logement.....	14
Annexe IV: Conférence de la FEANTSA sur la santé et l'exclusion liée au logement.....	15





FEANTSA

■ European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL
Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri AISBL

194 Chaussée de Louvain ■ 1210 Brussels ■ Belgium ■ Tel.: +32 2 538 66 69 ■ Fax: +32 2 539 41 74 ■ office@feantsa.org ■ www.feantsa.org

Contexte

Contexte européen

Les Ministres des affaires sociales des 25 pays de l'Union européenne ont décidé à l'occasion du Conseil EPSCO (Emploi, Affaires sociales, santé, consommateurs) le 3 mars 2005 que le « traitement du phénomène du sans-abrisme » serait une des 6 priorités pour lutte contre la pauvreté dans le cadre de la nouvelle stratégie européenne pour la protection et l'inclusion sociale coordonnée par la Commission européenne.

La FEANTSA voudrait répondre à cet appel à l'action en contribuant à la mise en œuvre de cet objectif. Pour cette raison, nous avons l'intention de continuer à promouvoir et à faciliter le fonctionnement d'un Forum européen de lutte contre l'exclusion liée au logement, qui impliquerait un large éventail d'acteurs concernés par la lutte contre l'exclusion liée au logement tels les autorités publiques, les associations de logement social, les organisations travaillant dans le domaine de la santé, de l'emploi, etc. Le Forum aura pour objectif principal d'élaborer des moyens plus efficaces de mettre fin à l'exclusion liée au logement à travers l'amélioration de politiques dans ces domaines, ceci grâce à des comparaisons et des échanges transnationaux au niveau européen.

Le Forum, lancé au séminaire de la FEANTSA au Parlement européen qui a eu lieu en mai 2005, sera pragmatique et axé sur les résultats visant à tirer profit de l'expertise disponible partout en Europe afin d'assurer un véritable impact sur l'élaboration de politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement.

Le séminaire

La première étape dans la création d'un espace de mise en commun de l'expertise au sein du Forum européen est de renforcer les partenariats avec les municipalités à travers l'Europe.

Nous constatons deux tendances dans le développement de politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement:

1. *L'Européanisation* de politiques à travers la stratégie européenne pour l'inclusion sociale
2. La *Décentralisation* des politiques des responsabilités politiques en matière de logement/exclusion liée au logement vers l'échelon local.

Cette combinaison de tendances a été qualifiée d'Euro-décentralisation (ou « Glocalisation » en anglais) des politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement. Le séminaire de la FEANTSA a donc cherché à concilier ces deux tendances en facilitant des échanges européens ou « transnationaux » pour renforcer les stratégies des autorités locales/régionales sur la base de leçons tirées dans les autres pays de l'Union européenne.

Plus concrètement, le séminaire était axé sur la mise en œuvre de politiques en offrant des outils/référentiels pratiques aux autorités locales. La FEANTSA a effectué des échanges d'information/de pratiques avec plusieurs autorités locales au cours des dernières années, et elle voudrait étendre ces échanges à toutes les autorités de l'Union européenne qui cherchent des informations pratiques sur des approches de lutte contre l'exclusion liée au logement.

Voir liste complète de participants sur le site Internet de la FEANTSA:

<http://www.feantsa.org/code/en/pg.asp?Page=571>



Programme et exposés

9.30 **Accueil** par *Lady Hanham, Kensington et Chelsea, Comité des régions*

10.00-11.30

Table ronde 1: La lutte contre l'exclusion liée au logement – niveaux européen et local

Présidente de session: Bairbre de Brún, Députée européenne (Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique)

Comment le Comité des Régions peut mobiliser les acteurs locaux dans la lutte contre l'exclusion liée au logement au sein de la stratégie européenne pour l'inclusion sociale

Lady Hanham, Kensington et Chelsea (UK), Comité des Régions

Lutte contre l'exclusion liée au logement au niveau européen en réponse à la décision du Conseil des Ministres EPSCO de faire de l'exclusion liée au logement une priorité

M. Adam Tyson - Commission européenne - DG emploi, affaires sociales et égalité des chances

Le rôle et l'importance des autorités locales pour la lutte contre l'exclusion liée au logement

Mme Lisa Barker, Head of Homelessness Implementation Team, Office of the Deputy Prime Minister (Royaume-Uni)

Stratégies locales: une perspective nationale

M. Paulo Variz, Université Catholique du Portugal (Portugal)

Éléments/conditions qui peuvent rendre les stratégies locales plus efficaces

M. David Corner, UK National Audit Office (Royaume-Uni)

11.30-12.15 *Débat*

12.15-12.30 **Forum d'information**

12.30-14.00 **Déjeuner**



FEANTSA

■ European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL
Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abris AISBL

194 Chaussée de Louvain ■ 1210 Brussels ■ Belgium ■ Tel.: +32 2 538 66 69 ■ Fax: +32 2 539 41 74 ■ office@feantsa.org ■ www.feantsa.org

14.00-15.30

Table ronde 2: Alliances locales pour lutter contre l'exclusion liée au logement

Présidente de session: Elspeth Attwooll, Députée européenne (Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe)

Suivi du problème au niveau local (collecte de données)

M. Markku Leijo, Ville de Helsinki (Finlande)

Stratégies de logement comme solution au sans-abrisme

M. Brian Rowntree, Northern Ireland Housing Executive (Royaume-Uni)

Collaboration interagences efficace pour lutter contre l'exclusion liée au logement

M. Darío Pérez, Ville de Madrid (Espagne)

Développement/efficacité des stratégies locales dans le contexte d'une politique régionale ou nationale d'éradication de l'exclusion liée au logement (Objectif néerlandais pour 2010)

Mme Christl van Gerven, Ville de Rotterdam (Pays-Bas)

15.30-15.45 *Débat*

15.45-16.00 *Pause café*

16.00-17.00

Table ronde 3: Besoin/potentiel d'un Forum européen de lutte contre l'exclusion liée au logement

Présidente de session: Edit Bauer, Députée européenne (Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens) et des Démocrates européens)

Présentation d'un Forum européen contre l'exclusion liée au logement et ce qu'offre la FEANTSA aux municipalités

M. Freek Spinnewijn, Directeur de la FEANTSA

Avantages d'une participation à un Forum européen contre l'exclusion liée au logement

M. Gerard Eitel, Municipalité de Vienne, Président du groupe de travail d'Eurocities sur l'exclusion liée au logement

17.00-17.30 *Débat*

Conclusions du séminaire *M. Michel Mercadié, Vice-Président de la FEANTSA*

Voir tous les exposés du séminaire sur le site Internet de la FEANTSA:

<http://www.feantsa.org/code/en/pg.asp?Page=571>



Points clés du débat

Partenariats – comment les encourager et les développer

Barrières: Dans plusieurs pays, il existe une fragmentation de compétences et bien que les municipalités soient en première ligne, différentes autorités publiques sont responsables de l'élaboration des politiques qui contribuent à la lutte contre l'exclusion liée au logement. Il est donc difficile d'adopter une approche intégrée et de renforcer la prévention de l'exclusion. Ceci est valable pour les organes horizontaux travaillant dans différents domaines (sécurité sociale, santé, logement, etc.), et également les organes travaillant aux différents niveaux de gouvernance (Etat, région, municipalité). De plus, les autorités ne s'investissent pas toujours avec tous les moyens dont ils disposent étant donné que les personnes confrontées à l'exclusion liée au logement n'exercent pas souvent leur droit de vote, et sont souvent considérées comme source de problèmes potentiels pour la municipalité.

Quelles priorités pour les municipalités? Changer la perception de l'exclusion liée au logement et lutter contre les préjugés (personne n'est à l'abri de l'exclusion liée au logement). Tous les partenaires impliqués dans la lutte contre l'exclusion liée au logement devraient bénéficier pleinement des partenariats. Le niveau d'engagement des partenaires est un facteur clé. L'identification de objectifs nationaux sert à renforcer l'engagement des autorités locales à atteindre ces objectifs. Il est donc fondamental d'intégrer de tels objectifs dans une stratégie nationale de lutte contre l'exclusion liée au logement.

Comment promouvoir ces partenariats? Au Royaume-Uni, où le gouvernement central a entrepris de lutter activement contre le sans-abrisme (« street homelessness », voir ETHOS, catégorie des « sans-abri »), certaines démarches ont été entreprises pour soutenir et motiver les autorités locales et renforcer leur coopération avec le gouvernement central, dont notamment: des mesures législatives, l'obligation de récolter des données statistiques, l'octroi de financements (ou leur retrait), des campagnes de sensibilisation au fait qu'investir dans le soutien des personnes sans domicile signifie également économiser de l'argent public, l'influence des pairs, etc.

Participation des organes élus démocratiquement dans la l'élaboration des Plans d'Action Nationale pour l'inclusion sociale (PAN/Incl)

Dans quelques pays européens, le parlement ne participe pas à l'élaboration du PAN/Incl, ce qui pourrait être considéré comme un manque de participation de démocratique. Dans d'autres pays, la tradition démocratique existe même au niveau de l'élaboration du PAN/Incl.

Mais la participation démocratique peut poser des contraintes de temps et ralentir tout le processus. Pour l'année 2006, la date limite pour la soumission des PAN/Incl est le 15 septembre (voir informations détaillées [ici](#)).



FEANTSA

■ European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL
Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri AISBL

194 Chaussée de Louvain ■ 1210 Brussels ■ Belgium ■ Tel.: +32 2 538 66 69 ■ Fax: +32 2 539 41 74 ■ office@feantsa.org ■ www.feantsa.org

Comment l'Union européenne peut-elle contribuer à la mise en oeuvre des politiques nationales de logement?

L'Union européenne n'a pas de compétences dans le domaine du logement, et ne distribue pas de ressources destinées au logement. Par contre, l'Union peut fournir aux organisations locales des occasions d'échanger des informations avec d'autres pays, et de tirer des leçons des succès et défis d'autres politiques nationales. En outre, la lutte contre la pauvreté sera parmi les priorités du Fonds Social Européen pour 2007-2013. Des fonds seront disponibles par exemple pour le développement des ressources humaines, et il y aura également des possibilités d'investir dans les infrastructures de logement.

Concilier le droit au logement et la dominance croissante des forces du marché dans le parc immobilier a été la première question soulevée dans le débat de la deuxième session.

- Dans certains pays, aucune décision politique n'a été prise dans ce domaine, et l'évaluation de l'impact des forces du marché sur le logement est actuellement en cours. Dans les pays bénéficiant d'un parc de logement social étendu et développé, un marché du logement libre et ouvert poserait moins de problèmes.
- Certains des participants estiment que les forces du marché ne devraient pas pouvoir influencer les politiques sociales et que les forces du marché du logement auraient forcément des effets négatifs sur le parc de logements sociaux, créant des inégalités. Les politiques publiques devraient viser à limiter les effets potentiellement négatifs des forces du marché.
- Comment créer une économie sociale efficace? Les prix élevés des terrains dans certains pays posent problème et les gouvernements sont appelés à intervenir à l'aide d'instruments fiscaux ou financiers afin de maintenir des prix abordables. Il faudrait développer la recherche dans ce domaine.
- Ce débat devrait également prendre en compte les questions démographiques européennes.

Les participants au séminaire ont soulevé la question du lien entre l'immigration et l'exclusion liée au logement, et l'importance de développer des mesures adaptées pour lutter contre ce problème croissant

- L'étendue et la nature du phénomène varient d'un pays à l'autre.
- Dans certains pays, le nombre d'immigrés utilisant les services destinés aux personnes sans domicile est encore relativement limité. Cela pourrait être lié en partie à la capacité de ces personnes de se débrouiller sans avoir recours à des services de soutien, et de pouvoir compter sur les réseaux au sein de leur communauté. Les demandeurs d'asile seraient un groupe particulièrement susceptible de souffrir d'exclusion liée au logement.
- Pour certains pays, ces personnes d'origine étrangère constituent la majorité de la population utilisant les services destinés aux personnes sans domicile. Les prestataires des services sont obligés de tenir compte de leurs besoins particuliers, qui sont plus souvent de nature pratique que les besoins des personnes sans domicile qui souffrent d'exclusion chronique liée au logement. Pour les personnes immigrées en situation d'exclusion, ces services servent plutôt de transition en vue de trouver les ressources nécessaires pour sortir de la situation d'exclusion, et les prestataires de services doivent être en mesure de répondre à cette demande.



- Les mouvements migratoires dans certains pays ont eu un impact sur le secteur locatif dans les zones rurales, en raison de l'augmentation rapide de la demande de logement. Afin de répondre à cette nouvelle demande – et de continuer à favoriser la mobilité des travailleurs au sein de l'Union – il faut impérativement développer de nouvelles infrastructures.
- Dans les communautés de logement social avec une population importante de migrants, des activités multiculturelles pourraient jouer un rôle essentiel pour la préservation de la cohésion sociale.

Dans certains pays, les services de logement ou services destinés aux personnes sans domicile sont appelés à faire des économies – mais comment faire des économies sans sacrifier la qualité des services en question ?

- Des approches novatrices de prestation de services sont à analyser. L'ouverture des marchés publics à la concurrence du secteur privé pourrait être une manière efficace de faire des économies, sans nécessairement sacrifier la qualité des services, et de pousser à l'innovation.
- Des partenariats novateurs avec le secteur privé sont également à prendre en considération.
- Une meilleure coordination du travail et du partage de ressources est essentielle.

Possibilités de rencontre et travail commun entre autorités locales dans le cadre d'un réseau européen sur la question de l'exclusion liée au logement

- L'expérience du groupe de travail au sein de Eurocities a été positive et intéressante.
- La recherche a un rôle important à jouer dans le domaine de l'exclusion liée au logement, et devrait être pleinement intégrée dans ce cadre.
- L'expérience du groupe de travail de Eurocities a fourni des outils méthodologiques utiles qui permettent aux autorités locales de mieux comprendre la question de l'exclusion liée au logement, et comment lutter contre ce problème (structures, politiques, systèmes en place dans différents pays européens).
- Le rapport d'Eurocities sera disponible fin juin 2006.

Conclusions du séminaire/messages clés

Résumé des discussions par Michel Mercadié, Vice-Président de la FEANTSA

Il a identifié quatre problèmes principaux:

- Les problèmes des définitions et de la compréhension du phénomène semblent être des problèmes communs. Différents termes – exclusion, exclusion liée au logement, être sans abri, être sans logement – ont des significations différentes. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de langue.
- Le problème du manque de compétences bien définies en matière d'exclusion liée au logement au niveau régional et local, et l'exigence d'approches pluridimensionnelles complique la situation. A titre d'exemple, le secteur du logement prend en considération les questions de construction, d'allocations, de logement spécialisé, de logement accompagné, etc. D'autres secteurs ont également des approches pluridimensionnelles : la santé, l'emploi, etc. Il est fondamental de bien définir les

responsabilités afin de répondre aux besoins et assurer l'accès aux droits fondamentaux au niveau local.

- Les problèmes liés à la décentralisation : les autorités locales peuvent se retrouver dans une position difficile dans le processus de décentralisation si le cadre d'action et de mise en œuvre politique n'est pas clair. Il y a des régions de petite ou de moyenne taille, et des politiques « locales » mises en œuvre à différents niveaux. Ces réalités doivent être prises en compte. La création de partenariats au niveau local connaît quelques fois des barrières en raison des liens entre le financement des services (par les autorités locales) et la prestation de ces services (par les organisations non gouvernementales)
- Pour finir, nous devons respecter les différents modèles et approches adoptés d'un pays à l'autre. Le but n'est pas de réduire la lutte contre l'exclusion liée au logement à un seul modèle, mais bien de trouver des méthodes de travail comparables et utiles pour tous.

Il a également identifié **cinq questions pour l'avenir**:

- L'engagement politique de l'Europe pour la lutte contre l'exclusion liée au logement émane des institutions européennes comme la Commission européenne, le parlement européen, le Comité des Régions, ce qui crée un contexte favorable pour le travail de la FEANTSA.
- Des pratiques intéressantes ont été présentées à l'occasion du séminaire, des pratiques qui reflètent la réalité et qui ont su trouver des réponses à l'exclusion liée au logement. Il y a des éléments, toutefois – notamment qualitatifs, mais également quantitatifs – qui sont difficilement comparables.
- La grande variété de profils et de situations des personnes confrontées à l'exclusion liée au logement à travers l'Europe mène souvent à des notions ambiguës, ce qui pose problème pour les échanges transnationaux. Mais ETHOS, Typologie européenne de l'exclusion liée au logement (*European Typology on Homelessness and housing exclusion – voir Annexe II*) s'est avéré être un outil pratique et utile. Nous devons donc continuer à l'utiliser et à faire le lien entre ETHOS et la réalité sur le terrain.
- La dimension européenne : il est évident que l'action locale contre l'exclusion liée au logement ne peut être considérée en dehors d'un cadre politique régional ou national. Les développements au niveau européen, tels que la modernisation des systèmes de protection sociale, ont aussi un impact. Pour cette raison, il faut également agir au niveau européen – à travers le Fonds Social Européen par exemple – et au niveau national. Le succès d'initiatives locales est directement lié aux actions entreprises au niveau européen.
- L'idée d'un "Forum": il s'agit d'un terme ambigu, mais d'un concept intentionnellement ouvert. Le but n'est pas de créer un partenariat, ni une alliance, mais plutôt un réseau « mixte » semblable au réseau décrit par Mr Dario Perez dans son exposé. Il s'agit d'un Forum ouvert à des partenaires avec des intérêts et des compétences différents ayant pour objectif de travailler ensemble sur la lutte contre l'exclusion liée au logement.
- La prochaine étape dans le développement de ce Forum sera la conférence annuelle de la FEANTSA à Wroclaw en octobre 2006 qui sera ouverte à toutes organisations et autorités luttant contre l'exclusion liée au logement (voir Annexe IV pour plus d'informations).

Annexe I: Intervenants

Mr Robert Aldridge, UK



Mr Robert Aldridge was elected President of FEANTSA for two years in 2005. He is currently Director of the Scottish Council for Single Homeless in Scotland. In Scotland he was a member of the Homelessness Task Force which recommended the ambitious homelessness programme in Scotland, and is currently a member of the national Homelessness Monitoring Group which is overseeing its implementation. He was co-author of national standards on health and homelessness and has been appointed as a member of the Scottish Refugee Integration Forum. He has been a councillor in the city of Edinburgh since 1984.

Ms Elspeth Attwooll MEP, UK



Elsbeth Attwooll was elected as Liberal Democrat MEP for Scotland in 1999. Since her election she has sat on a variety of the Parliament's committees including the Employment and Social Affairs Committee as ELDR Co-ordinator until 2004. She is currently a Vice President of the Regional Development Committee, ALDE Co-ordinator on the Fisheries Committee and a substitute member of the Employment and Social Affairs Committee. Prior to her election, she was a Senior Lecturer in Law at the University of Glasgow, during which she worked for a short period at the International Labour Organisation in Geneva.

Lisa Barker, UK



Lisa is Head of the Homelessness Implementation Team within the Homelessness and Housing Support Directorate in the Office of the Deputy Prime Minister. The Implementation Team was formed following the merger of the Rough Sleepers and Bed and Breakfast Units. The team is responsible for delivering the government's targets and objectives on homelessness including sustaining the B&B and through sleeping targets, and ensuring local authorities are effectively delivering the action plans set out in their homelessness strategies. Previously, Lisa was a Specialist Advisor within the Homelessness and Housing Support Directorate, seconded from Leicester City Council. Her role included working with Local Authorities to support the development and implementation of local homelessness strategies. Lisa began her career in homelessness in the early 1980's when she worked firstly as a volunteer on young peoples and women's projects, and later as a worker in direct access hostels. At Leicester, Lisa was Head of Hostels and Housing Community Care Services. Responsible for the cities Rough Sleeping Strategy from 1996 and subsequently the statutory homelessness strategy.

Mr David Corner, UK



David Corner (IPFA) is the Director of the Regions, Regeneration and Renewal team within the UK National Audit Office. His team is responsible for preparing reports for the Westminster Parliament on the economy, efficiency and effectiveness of public regeneration and housing programmes. It also assesses the performance of England's regional development agencies. The team's recent examinations have included how to enhance urban green space, help key workers and others into low cost home ownership and how well homelessness is being tackled in England

Ms Bairbre de Brún MEP, Ireland



Bairbre de Brún is one of two Sinn Féin MEPs and the first Sinn Féin politician to represent Ireland (North) in the European Parliament. In the European Parliament, she sits with the European United Left - Nordic Green Left. She is a member of the Regional Development Committee and a substitute member of the Environment, Public Health and Food Safety Committee. Until 2004, she was a member of the currently-suspended Northern Ireland



FEANTSA

■ European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL
Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri AISBL

194 Chaussée de Louvain ■ 1210 Brussels ■ Belgium ■ Tel.: +32 2 538 66 69 ■ Fax: +32 2 539 41 74 ■ office@feantsa.org ■ www.feantsa.org

Assembly, in one of the seats for West Belfast. She was Minister for Health, Social Services and Public Safety in the Northern Ireland Executive.

Mr Gerhard Eitel, Austria



Coordinator of the EUROCITIES Social affairs forum working group "Cities' strategies against homelessness". He is working at the VIENNA SOCIAL FUND of the city of Vienna (international networks). Lectures on social issues to international experts and at national and international education seminars (OECD). Consultant at bilateral programs (e.g. 2003 - 2004 Short time expert of the EU TACIS program Austria/Russian Federation "Policy design for the most vulnerable groups of society"). Before 2000 he worked in various NGOs and has been the Austrian representative at FEANTSA. as well as at in the expert group „Housing“ of the Council of Europe.

Cllr the Lady (Joan) Hanham CBE, UK



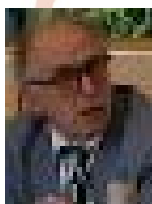
Conservative - Royal Borough of Kensington and Chelsea
Lady Hanham is an alternate member of the Committee of the Regions, and sits on the European Economic and Social Model (ECOS) commission which deals with the social policy employment, citizens' health and enterprise. Lady Hanham has led for the CoR in the area of social inclusion. Lady Hanham is a Member of the House of Lords, where she is shadow Minister for Local Government and the Communities.

Mr Markko Leijo, Finland



Deputy Head of Housing Division in Helsinki, Finland. He is responsible for tenant selection to rental dwellings owned by the city. His former job was in the social welfare office for homeless people. Concerning homelessness he is currently maintaining cooperation between the housing and social sectors and carrying out the strategy to prevent homelessness in Helsinki.

Mr Michel Mercadié, France



Professor of Arts, he started a parallel activist « career ». First as a member of the Socialist party responsible for departmental and regional levels of governance, and as an elected representative (local, departmental, regional). from 1971 to 1995. Since 1980, he has taken up voluntary responsibilities, first local (Président de Julienne Javel: housing and integration association in Besançon), then national in organisations like FNARS, CA and the national bureau, where in 1995 he was assigned the responsibility for European affairs : "Europe" committee and French delegation to FEANTSA and ESAN. Currently Secretary General of FNARS (n°3), Vice-President of FEANTSA, administrator for ESAN, and Secretary (n°3) of EAPN-France (and retired from national education system)..

Mr Darío Pérez Madera, Spain



Graduate in social work and sociology, Darío Perez is currently Head of the Outreach work and Homelessness Department of the Municipality of Madrid. He is also associate professor at the Escuela Universitaria de Trabajo Social de la Universidad Complutense de Madrid.





FEANTSA

■ European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL
Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri AISBL

194 Chaussée de Louvain ■ 1210 Brussels ■ Belgium ■ Tel.: +32 2 538 66 69 ■ Fax: +32 2 539 41 74 ■ office@feantsa.org ■ www.feantsa.org

Mr Brian Rowntree, UK



Brian Rowntree was appointed as Chairman of the Northern Ireland Housing Executive, with effect from 5 May 2004. Mr Rowntree was Chairman of the Probation Board for Northern Ireland until November 2004, and presently a Non Executive Director & Chair of Audit Committee of Armagh and Dungannon, Health and Social Services Trust, a Board Member of Armagh District Policing Partnership. Mr Rowntree is a taxation consultant and accountant by profession. Brian Rowntree has previously been President of Newry Chamber of Commerce, a position held for 4 years, and was a director in a number of Regional and local/Cross Border Socio Economic and community regeneration initiatives. He has an executive background in corporate finance, management development and strategic policy planning. Mr Rowntree was awarded a CBE in June 2004 for services to criminal justice. Mr Rowntree is due to take up the post of Presidency of CECODHAS, European Public Sector Housing Committee, with effect from May 2006.

Mr Freek Spinnewijn, FEANTSA



Freek Spinnewijn has been Director of FEANTSA since 2001. He previously worked as director for a major European older people's network. As director he represented FEANTSA in several transnational expert committees (Eurostat Homelessness Taskforce, expert group of the Council of Europe on the role of housing policies for social cohesion, drafting committee on guidelines for social housing of UN-ECE).

Mr Adam Tyson, European Commission



Adam Tyson is in charge of the Co-ordination of Policies on Social Protection and Social Inclusion within the DG for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities of the European Commission. He previously held posts in the Commission with responsibility for Communications and Speechwriting, for EU non-discrimination policy and represented the UK Government in negotiations on a wide range of European employment and social policies.

Ms Christl van Gerven, the Netherlands



Christl van Gerven is a senior policy advisor on homelessness issues for the city of Rotterdam, the Netherlands, since 2000. She currently works at the implementation of the strategy plan for social relief in Rotterdam, that has recently been developed by the Dutch cabinet and the four major cities.

Paulo Eurico Alves Variz, Portugal



Born in London, 1971; prized graduate in Economics and master in Social Economics and Policy, Technical University of Lisbon. Deputy Director-General for European Affairs and International Relations at the Finance Ministry of Portugal (since May 2001), co-ordinating the Ministry's participation at the ECOFIN Council and WTO negotiations. Former advisor to the Finance Minister for Macroeconomic and European Issues (2000-2001), and member of the Finance Ministry Task Force for the EU Presidency (first half 2000). Economist at the Economic Research Department of the Banco de Portugal (1995-1999). Has taught economics over the last 15 years, and is currently teaching Economics and Public Finance at the Universidade Católica Portuguesa. Research Prize granted by the Gulbenkian Foundation (1998) on the History of Economic Science; prize granted by the SEDES Association (best student of Innovation Economics (1993); author of over 30 papers in monetary economics and policy, social economics, sociology of organisations and quantitative economics; author of "Economic and Social Foundations of Charities" (1998), distinguished by the Portuguese Social Security Association, and co-author of the project "Historic Series for the Portuguese Economy" (Banco de Portugal, 1997; 1999).





FEANTSA

■ European Federation of National Associations Working with the Homeless AISBL
 Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri AISBL

194 Chaussée de Louvain ■ 1210 Brussels ■ Belgium ■ Tel.: +32 2 538 66 69 ■ Fax: +32 2 539 41 74 ■ office@feantsa.org ■ www.feantsa.org

Annexe II: ETHOS 2006 - Typologie européenne de l'exclusion liée au logement

Catégorie conceptuelle		Catégorie opérationnelle		Définition générique	Sous-catégories nationales
SANS ABRI	1	Personnes vivant dans la rue	1.1	Dormir dans la rue (pas d'accès à un hébergement d'urgence) / Sans abri	
	2	Personnes en hébergement d'urgence	2.1	Hébergement d'urgence	
SANS LOGEMENT	3	Personnes en foyer d'hébergement pour personnes sans domicile	3.1	Foyer d'hébergement d'insertion	
			3.2	Logement provisoire	
	4	Personnes en foyer d'hébergement pour femmes	4.1	Foyer d'hébergement destiné aux femmes	
			5	Personnes en hébergement pour immigrés	5.1
	6	Personnes sortant d'institutions	6.1	Institution pénale	
			6.2	Institution médicale	
	7	Bénéficiaires d'un accompagnement au logement	7.1	Foyer d'hébergement médicalisé destiné aux personnes sans domicile	
7.2			Logement accompagné		
7.3			Logement de transition avec accompagnement		
7.4			Logement ordinaire assorti d'un accompagnement		
LOGEMENT PRECAIRE	8	Personnes en habitat précaire	8.1	Provisoirement hébergé par la famille ou par des amis	
			8.2	Sans bail de (sous-)location	
			8.3	Occupation illégale d'un bâtiment	
			8.4	Occupation illégale d'un terrain	
	9	Personnes menacées d'expulsion	9.1	Application d'une décision d'expulsion (location)	
			9.2	Avis de saisie (propriété)	
10	Personnes menacées de violences domestiques	10.1	Incidents enregistrés par la police lié à des violences domestiques		
LOGEMENT INADEQUAT	11	Personnes vivant dans des structures provisoires et non conformes aux normes	11.1	Habitation mobile/ caravane	
			11.2	Bâtiment non conforme aux normes	
			11.3	Habitat provisoire	
12	Personnes en logement indigne	12.1	Habitation (occupée) déclarée inhabitable conformément à la législation nationale		
13	Personnes vivant dans conditions de surpeuplement sévère	13.1	Norme nationale de surpeuplement la plus élevée		

Voir plus d'informations sur ETHOS sur le site web de la FEANTSA :

<http://www.feantsa.org/code/fr/pg.asp?Page=546>



Annexe III: Dix approches de lutte contre l'exclusion liée au logement

L'analyse de la FEANTSA de l'évolution des politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement au cours des 5 dernières années a permis d'identifier l'utilisation, dans les différents pays de l'Union européenne, des dix approches suivantes :

1. Approche fondée sur les données

- Suivi et documentation
- Recherche et analyse
- Révision périodique des politiques

2. Approche globale

- Aide d'urgence
- Intégration
- Prévention

3. Approche pluridimensionnelle

- Intégration du logement, de la santé, de l'emploi, de l'éducation et de la formation
- Collaboration interagences
- Collaboration interservices

4. Approche fondée sur les droits de la personne

- Accent sur l'opposabilité du droit au logement

5. Approche participative

- Participation de tous les acteurs concernés, y compris les ONG et les pouvoirs publics
- Responsabilisation de tous les acteurs chargés d'appliquer les politiques
- Participation des personnes confrontées à l'exclusion liée au logement

6. Approche réglementaire

- Cadre juridique à l'échelon national/régional
- Objectifs et buts contraignants

7. Approche durable

- Financement approprié
- Engagement politique
- Soutien public

8. Approche fondée sur les besoins

- L'élaboration des politiques se fonde sur les besoins de l'individu

9. Approche pragmatique

- Objectifs réalistes et réalisables
- Echancier clair et réaliste

10. Approche ascendante

- Importance des autorités locales
- Prestation de services de proximité aux personnes sans domicile

Il convient de considérer cette liste de dix approches non pas comme un tout à appliquer systématiquement dans tous les pays de l'Union européenne mais bien comme un menu à adapter à l'échelle nationale en fonction des priorités nationales, de l'ampleur et de la nature de l'exclusion liée au logement ainsi que des profils et des besoins des personnes sans domicile. Pour plus d'informations, voir Rapport parallèle européen de mise en œuvre de politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement [ici](#)

Annexe IV: Conférence de la FEANTSA sur la santé et l'exclusion liée au logement

Conférence de la FEANTSA 2006 **"Le droit à la santé est un droit humain: Garantir l'accès à la santé pour les personnes sans domicile"**



Wroclaw, Pologne
le 13 octobre 2006

Cette conférence européenne est organisée par la FEANTSA, la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri, dans le cadre de son thème annuel pour 2006 sur la santé et l'exclusion liée au logement. Cette conférence sera axée sur un éventail de questions liées à la santé des personnes sans domicile : le genre de problèmes de santé auxquels font face les personnes sans domicile et la question des besoins complexes et multiples; les obstacles à l'accès à la santé et comment les surmonter ; les solutions politiques aux problèmes de santé des personnes sans domicile ; et le droit à la santé pour les personnes sans domicile.

Cette conférence réunira des responsables politiques, des prestataires de services aux personnes sans domicile et des professionnels de la santé des différents pays de l'Union européenne.

Pour obtenir des informations complémentaires, dont le programme provisoire, veuillez consulter le site web de la FEANTSA : <http://www.feantsa.org/code/en/theme.asp?ID=2> dans la section intitulée "Conférence".

Journée d'information de la FEANTSA et Visites de projets

Wroclaw, Pologne
Le 12 octobre 2006

La FEANTSA organise une Journée d'information avant la conférence européenne. Ce sera une occasion unique pour visiter des projets dans la zone de Wroclaw; assister à des ateliers sur un éventail de questions; présenter vos activités aux autres participants ; participer à des groupes de discussion ; assister à la présentation des activités de la FEANTSA ; en apprendre davantage sur le mode de fonctionnement de l'UE et son impact sur l'exclusion liée au logement ; etc.

Inscription:

Les frais d'inscription s'élèvent à 500 euros - 450 euros pour les inscriptions avant le 15 août 2006. Pour les adhérents de la FEANTSA, les frais sont fixés à 450 euros - 400 euros avant le 15 août 2006. Ce tarif comprend 3 nuits au Park Plaza Hotel (ou hôtel semblable), tous les repas à partir du dîner du 11 octobre au petit-déjeuner du 14 octobre, les transferts de l'aéroport, les frais de transport pour les visites, l'entrée à la conférence et à la foire d'information.

Pour vous inscrire, nous vous prions de contacter: christine.lambert@feantsa.org